

Conférence générale

GC(66)/RES/7

Septembre 2022

Distribution générale

Français

Original : anglais

Soixante-sixième session ordinaire

Point 14 de l'ordre du jour

(GC(66)/17)

Sécurité nucléaire

Résolution adoptée le 30 septembre 2022, à la onzième séance plénière

La Conférence générale¹,

- a) Rappelant ses résolutions précédentes sur les mesures à prendre pour améliorer la sécurité des matières nucléaires et autres matières radioactives et sur les mesures de lutte contre le trafic illicite de ces matières,
- b) Prenant note du Rapport sur la sécurité nucléaire 2022 soumis par le Directeur général dans le document GC(66)/8, du Rapport d'ensemble sur la sécurité nucléaire 2022 dont le Conseil des gouverneurs a pris note (document GC(66)/INF/5) et du Plan sur la sécurité nucléaire pour 2022-2025 approuvé par le Conseil des gouverneurs (document GC(65)/24),
- c) Réaffirmant les objectifs communs de la non-prolifération nucléaire, du désarmement nucléaire et des utilisations pacifiques de l'énergie atomique, reconnaissant que la sécurité nucléaire contribue à la paix et à la sécurité internationales, et soulignant qu'il est absolument nécessaire de progresser dans le domaine du désarmement nucléaire et que cela continuera d'être traité dans toutes les instances pertinentes, conformément aux obligations et engagements pertinents des États Membres,
- d) Considérant que les termes et concepts abordés dans la présente résolution sont définis dans les documents de la collection Sécurité nucléaire approuvés par consensus,
- e) Affirmant que la responsabilité de la sécurité nucléaire sur le territoire d'un État incombe entièrement à cet État, et consciente des droits souverains et des responsabilités de chaque État Membre, conformément à ses obligations nationales et internationales, de maintenir efficacement, complètement et à tout moment la sécurité nucléaire de toutes les matières nucléaires et autres matières radioactives,

¹ La résolution a été adoptée par 62 voix contre zéro, avec 29 abstentions (vote par appel nominal).

- f) Reconnaissant que la protection physique est un élément central de la sécurité nucléaire,
- g) Notant que la protection physique est liée ou, dans de nombreux cas, interconnectée, sans toutefois s'y limiter, avec d'autres domaines de la sécurité nucléaire, tels que la comptabilité et le contrôle des matières nucléaires, la sécurité de l'information et la sécurité informatique, la culture de sécurité nucléaire et les mesures de sécurité nucléaire pour les matières non soumises au contrôle réglementaire, tout en reconnaissant les importantes fonctions de prévention, de détection et d'intervention,
- h) Restant préoccupée par les risques, les défis et les menaces existants, changeants et naissants contre la sécurité nucléaire et déterminée à y faire face sans préjudice des droits souverains des États Membres, et réaffirmant que la responsabilité de la sécurité nucléaire dans un État incombe entièrement à cet État,
- i) Reconnaissant que la réponse apportée aux difficultés liées à la technologie informatique, ainsi qu'à d'autres technologies nouvelles, joue un rôle croissant et crucial s'agissant d'assurer la sécurité des matières nucléaires et autres matières radioactives et des installations associées,
- j) Reconnaissant que les progrès réalisés dans la science, la technologie et l'ingénierie offrent des possibilités d'améliorer la sécurité nucléaire, et soulignant la nécessité de répondre aux difficultés et aux menaces existantes, changeantes et naissantes liées à la sécurité nucléaire, notamment en ce qui concerne l'évolution de la technologie, tout en réaffirmant que la responsabilité de la sécurité nucléaire au sein d'un État incombe entièrement à cet État,
- k) Rappelant avec satisfaction les Conférences internationales sur la sécurité nucléaire (ICONS) de 2013, 2016 et 2020 et les déclarations ministérielles s'y rapportant, et prenant note des utiles discussions d'experts techniques reflétées dans les rapports des présidents,
- l) Reconnaissant l'importance de poursuivre et de renforcer le dialogue entre les instances gouvernementales compétentes et l'industrie nucléaire au niveau national concernant la sécurité nucléaire,
- m) Soulignant la nécessité constante de sensibiliser toutes les parties prenantes à la sécurité nucléaire, qui sont notamment les utilisateurs de matières nucléaires et autres matières radioactives et les autorités compétentes dans les États Membres et au sein du personnel concerné du Secrétariat,
- n) Reconnaissant que la sécurité nucléaire peut contribuer à la perception positive des activités nucléaires pacifiques au niveau national,
- o) Reconnaissant le rôle central, réaffirmé par les États Membres par exemple au 16^e Sommet du Mouvement des non-alignés (MNA) en 2012, que joue l'Agence en élaborant des orientations complètes sur la sécurité nucléaire et en fournissant, sur demande, une assistance aux États Membres pour faciliter leur mise en œuvre,
- p) Soulignant la nécessité d'une large implication de tous les États Membres de l'Agence dans les activités et initiatives relatives à la sécurité nucléaire, et notant le rôle que jouent des processus et initiatives internationaux dans le domaine de la sécurité nucléaire, y compris les sommets sur la sécurité nucléaire,
- q) Réaffirmant le rôle central que joue l'Agence en facilitant la coopération internationale à l'appui des efforts déployés par les États pour s'acquitter de leurs responsabilités en matière de sécurité des matières nucléaires et autres matières radioactives civiles,

- r) Réaffirmant l'importance de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (CPPNM) et de son amendement de 2005 qui en étend le champ d'application, reconnaissant l'importance de l'acceptation, de l'approbation ou de la ratification par d'autres États Membres de l'AIEA, et notant l'importance de sa mise en œuvre pleine et entière et de son universalisation,
- s) Rappelant le rôle du Directeur général en tant que dépositaire de la CPPNM et de son amendement de 2005 (A/CPPNM) et le rôle que l'Agence joue dans la promotion de l'universalisation des instruments juridiques pertinents et en aidant les États Membres qui le demandent à adhérer à ces instruments et à les appliquer,
- t) Reconnaissant que l'uranium hautement enrichi (UHE) et le plutonium séparé dans toutes leurs applications exigent des précautions particulières pour que soit assurée leur sécurité nucléaire et qu'il est très important qu'ils fassent l'objet de mesures appropriées en matière de sécurisation et de comptabilisation par et dans l'État concerné,
- u) Reconnaissant qu'il est important de réduire le plus possible l'utilisation d'uranium hautement enrichi (UHE) et d'utiliser de l'uranium faiblement enrichi (UFE) lorsque cela est techniquement et économiquement possible,
- v) Notant les résolutions 1373, 1540, 1673, 1810, 1977 et 2325 du Conseil de sécurité de l'ONU, la résolution 71/38 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, et les initiatives internationales conformes à ces instruments visant à empêcher des acteurs non étatiques de se procurer des armes de destruction massive et des matières connexes,
- w) Prenant note des conclusions et des recommandations concernant des mesures de suivi formulées par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010 en matière de sécurité nucléaire,
- x) Reconnaissant la nécessité de renforcer et d'améliorer la coopération et la coordination des efforts internationaux dans le domaine de la sécurité nucléaire afin d'éviter les doubles emplois et les chevauchements, et reconnaissant également le rôle central de l'Agence à cet égard,
- y) Soulignant la nécessité pour les États Membres de continuer à fournir les ressources techniques, humaines et financières appropriées, y compris par l'intermédiaire du Fonds pour la sécurité nucléaire, pour que l'Agence puisse mener ses activités dans le domaine de la sécurité nucléaire et pour lui permettre de fournir aux États Membres qui le demandent l'appui dont ils ont besoin,
- z) Reconnaissant que les mesures de sécurité et de sûreté nucléaires ont pour objectif commun de protéger la santé humaine, la société et l'environnement, tout en prenant acte des différences qui existent entre les deux domaines, affirmant l'importance d'une coordination à cet égard, et soulignant qu'il importe au niveau national que ces deux domaines soient examinés de manière appropriée par les gouvernements et leurs autorités compétentes, conformément à leurs compétences respectives,
- aa) Prenant note des résolutions GC(XXIX)/RES/444 et GC(XXXIV)/RES/533 de la Conférence générale concernant les attaques ou les menaces d'attaque contre des installations nucléaires destinées à des fins pacifiques, et prenant note également de la décision unanime GC(53)/DEC/13 de la Conférence générale de 2009, qui a reconnu l'importance accordée à la sûreté, à la sécurité et à la protection physique des matières et des installations nucléaires,

- bb) Soulignant l'importance des « sept piliers indispensables pour garantir la sûreté et la sécurité nucléaires pendant un conflit armé, qui découlent des normes de sûreté et des orientations en matière de sécurité nucléaire de l'AIEA » énoncés par le Directeur général de l'AIEA en mars 2022,
- cc) Notant les prescriptions recommandées pour les mesures de protection contre le sabotage des installations nucléaires et l'enlèvement non autorisé de matières nucléaires en cours d'utilisation, d'entreposage et de transport figurant dans la publication n° 13 de la collection Sécurité nucléaire de l'AIEA (INFCIRC/225/Rev.5), par l'adoption notamment d'une approche graduée, ainsi que les travaux actuellement menés par l'Agence sur d'autres orientations portant sur leur mise en œuvre, notamment pendant le processus de conception, de construction, de mise en service, d'exploitation, de maintenance et de déclassement des installations nucléaires,
- dd) Considérant que les Fondements de la sécurité et les Recommandations élaborés dans la collection Sécurité nucléaire s'appliquent aux petits réacteurs modulaires (PRM),
- ee) Rappelant les objectifs du Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, des Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives et des Orientations pour la gestion des sources radioactives retirées du service,
- ff) Prenant acte de la Conférence internationale de 2022 sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, à laquelle les discussions des experts techniques ont apporté une contribution précieuse,
- gg) Notant l'importance de la sécurité dans le transport des matières nucléaires et autres matières radioactives et soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour protéger ces matières pendant le transport contre une menace interne, un enlèvement non autorisé ou un acte de sabotage,
- hh) Réaffirmant et respectant les choix de chaque État Membre en ce qui concerne la technologie nucléaire, et encourageant l'Agence à promouvoir et à faciliter les échanges techniques de données d'expérience, de connaissances et de bonnes pratiques sur l'utilisation et la sécurité des sources radioactives de haute activité tout au long de leur cycle de vie, et à informer les États Membres, dans le cadre de son mandat, des options en matière de technologie nucléaire et de technologie des rayonnements qui sont techniquement possibles, économiquement viables et durables,
- ii) Notant que les systèmes de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires des États Membres contribuent à prévenir la perte de contrôle et le trafic illicite, ainsi qu'à décourager et à détecter l'enlèvement non autorisé de matières nucléaires,
- jj) Soulignant l'importance des programmes de formation théorique et pratique à la sécurité nucléaire de l'Agence, ainsi que d'autres initiatives internationales, régionales et nationales allant dans ce sens,
- kk) Reconnaissant qu'il est important d'examiner la sécurité nucléaire et radiologique lors de l'organisation de grandes manifestations publiques, et saluant le travail accompli par l'Agence pour fournir, sur demande, une assistance technique et un appui spécialisé aux pays accueillant de grandes manifestations publiques,
- ll) Soulignant qu'il est essentiel de veiller à la confidentialité des informations importantes pour la sécurité nucléaire,

mm) Notant l'adoption des résolutions GOV/2022/17 et GOV/2022/58 du Conseil des gouverneurs, du 3 mars 2022 et du 15 septembre 2022 respectivement, intitulées « Incidences de la situation en Ukraine sur la sûreté, la sécurité et les garanties »,

nn) Soulignant le risque croissant pour l'intégrité physique des installations nucléaires ukrainiennes et de leurs matières nucléaires et radioactives en raison d'attaques armées, et notant avec une vive préoccupation la situation actuelle, en particulier à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, y compris l'importante perte de contrôle par les autorités compétentes et l'exploitant, et les conséquences négatives sur la sécurité nucléaire, notamment la protection physique, et rappelant la nécessité de cesser immédiatement toute action contre les installations nucléaires destinées à des fins pacifiques et dans celles-ci, et

oo) Consciente que les États ont mis en place leurs régimes nationaux de sécurité nucléaire pour assurer la protection physique des matières nucléaires et contrer le terrorisme nucléaire et le trafic illicite de matières nucléaires et d'autres matières radioactives,

1. Confirme le rôle central que joue l'Agence en renforçant le cadre de sécurité nucléaire dans le monde et en coordonnant des activités internationales dans le domaine de la sécurité nucléaire, tout en évitant les doubles emplois et les chevauchements ;
2. Demande à tous les États Membres, dans leur champ de responsabilité, d'atteindre et de maintenir une sécurité nucléaire très efficace, notamment en assurant la protection physique de toutes les matières nucléaires et autres matières radioactives en cours de transport, d'utilisation et d'entreposage, et des installations connexes à tous les stades de leur cycle de vie, et en protégeant les informations sensibles ;
3. Demande à tous les États Membres, dans le cadre de leurs responsabilités, d'assurer la sécurité informatique, en tenant également compte de la fiabilité du personnel, notamment des menaces internes ;
4. Demande au Secrétariat de mettre en œuvre le Plan sur la sécurité nucléaire 2022-2025 (GC(65)/24) d'une manière globale et coordonnée fondée sur les priorités et les besoins exprimés par les États Membres de l'AIEA et lui demande en outre de procéder à une évaluation du processus d'élaboration et de la portée du Plan sur la sécurité nucléaire, et d'en tirer des enseignements servant à étudier un processus pour l'avenir, sous la direction des États Membres ;
5. Encourage l'Agence à renforcer ses capacités techniques et à se tenir au courant des innovations scientifiques, technologiques et d'ingénierie en vue d'élaborer des orientations et de faciliter la formation qui aideront les États Membres, à leur demande, à mettre en œuvre des mesures qui permettront de faire face efficacement aux défis, risques et menaces actuels et évolutifs en matière de sécurité nucléaire ;
6. Se félicite de ce que le Secrétariat de l'AIEA et les États Membres aient tenu compte de la résolution GC(64)/RES/10 et également de la déclaration ministérielle de la conférence ICONS 2020 dans leur processus de consultations lors de l'élaboration du Plan sur la sécurité nucléaire 2022-2025 de l'AIEA ;
7. Demande au Secrétariat de continuer d'organiser l'ICONS tous les quatre ans, et encourage tous les États Membres et le Secrétariat à s'engager activement dans la préparation d'ICONS 2024 ;
8. Demande aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait de créer ou de désigner, et de maintenir une ou plusieurs autorités compétentes responsables de la mise en œuvre du cadre législatif et réglementaire, qui soient, dans la prise de décisions en matière de réglementation, fonctionnellement indépendantes de tout autre organisme chargé de la promotion ou de l'utilisation de matières nucléaires ou d'autres matières radioactives et qui aient les pouvoirs juridiques et les ressources humaines, financières et techniques nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités ;

9. Demande à tous les États de faire en sorte que les mesures de renforcement de la sécurité nucléaire n'entravent pas la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques, la production, la cession et l'utilisation des matières nucléaires et autres matières radioactives, l'échange de ces matières à des fins pacifiques et la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, et ne portent pas atteinte aux priorités fixées pour le programme de coopération technique de l'Agence ;
10. Reconnaît que le Projet de développement d'une infrastructure réglementaire (RIDP) de l'Agence est un mécanisme d'assistance technique régional efficace qui soutient la mise en place et le renforcement des infrastructures réglementaires nationales pour la sécurité des matières radioactives ainsi que pour la sûreté radiologique dans de nombreux pays et encourage les efforts visant à mener des RIDP dans d'autres régions et sous-régions en réponse aux demandes d'assistance ;
11. Demande à tous les États Membres d'envisager de fournir l'appui politique, technique et financier nécessaire aux efforts de l'Agence visant à renforcer la sécurité nucléaire grâce à divers arrangements aux niveaux bilatéral, régional et international, et rappelle la décision du Conseil des gouverneurs sur l'appui au Fonds pour la sécurité nucléaire ;
12. Encourage toutes les Parties à la CPPMN et à son amendement de 2005 à s'acquitter intégralement de leurs obligations qui en découlent, encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir partie à cette convention et à son amendement, encourage en outre l'Agence à poursuivre ses efforts pour promouvoir une plus large adhésion à l'Amendement en vue de son universalisation, rappelle à toutes les Parties qu'elles doivent informer sans plus tarder le dépositaire de leurs lois et règlements donnant effet à la Convention, et demande au Directeur général de l'AIEA, en tant que dépositaire, de continuer à communiquer ces informations à toutes les Parties ;
13. Se félicite du bon déroulement de la Conférence des parties à l'Amendement à la CPPNM de 2022, note que le nombre requis de Parties à l'Amendement a demandé au dépositaire de convoquer une conférence de suivi, conformément à l'article 16.2 de la Convention, et prie le Secrétariat de tenir compte du Document final de la Conférence de 2022 conformément aux obligations juridiques respectives des États Membres ;
14. Prend note du fonds documentaire en ligne rassemblant des documents sur la CPPMN, son amendement de 2005 et les conférences d'examen pertinentes, et demande au Secrétariat de continuer à le mettre à jour selon que de besoin ;
15. Encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, reconnaissant également l'action menée en faveur de son universalisation et de son application effective ;
16. Encourage le Secrétariat à continuer d'aider les États Membres qui en font la demande à élaborer leur cadre législatif et réglementaire national et à examiner, en consultation avec les États Membres, les possibilités de promouvoir davantage et de faciliter l'échange volontaire d'informations relatives à la mise en œuvre des instruments juridiques internationaux s'appliquant à la sécurité nucléaire ;
17. Demande à tous les États Membres de s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent les instruments internationaux juridiquement contraignants relatifs à la sécurité nucléaire ;
18. Note que des organismes régionaux de réglementation peuvent renforcer la coopération régionale grâce à l'échange d'informations, de données d'expérience et de compétences techniques, et encourage le Secrétariat à fournir une assistance à de telles instances, sur demande ;
19. Demande au Secrétariat de continuer d'améliorer la communication avec le public et les États Membres sur ses activités liées à la sécurité nucléaire, comme les services consultatifs, l'élaboration d'orientations non juridiquement contraignantes, l'assistance et la formation, et la manière

dont ces activités aident les États Membres à améliorer la sécurité nucléaire dans le monde, et se félicite des efforts faits par les États Membres pour contribuer à mieux faire connaître les activités de l'Agence en matière de sécurité nucléaire, en respectant comme il se doit la confidentialité ;

20. Prend note du premier Rapport sur la sécurité nucléaire 2022, qui comprend l'analyse par le Secrétariat de certaines tendances mondiales, les activités de l'Agence en 2021 et ses priorités pour 2022, demande au Secrétariat d'évaluer, en collaboration avec les États Membres, sa valeur et sa complémentarité avec le rapport sur la sécurité nucléaire publié en réponse à la résolution de la Conférence générale, tout en tenant compte des ressources disponibles, et recommande au Secrétariat de coordonner ce document avec le Rapport sur la sécurité nucléaire et le Plan sur la sécurité nucléaire 2022-2025 ;

21. Reconnaît et appuie le rôle clé que joue le Comité des orientations sur la sécurité nucléaire (NSGC), notamment grâce à la coordination et à l'établissement de priorités dans l'élaboration et l'examen périodique, lorsqu'il y a lieu et en temps voulu, des publications de la collection Sécurité nucléaire, encourage tous les États Membres à participer activement au NSGC et au processus d'examen des publications de cette collection, et prie le Secrétariat de fournir une assistance continue afin de permettre à des représentants de tous les États Membres de participer aux travaux du NSGC ;

22. Encourage tous les États Membres à tenir compte, selon qu'il conviendra, des publications de la collection Sécurité nucléaire, et à les utiliser comme ils l'entendent dans leurs activités de renforcement de la sécurité nucléaire ;

23. Encourage le Secrétariat à faire en sorte qu'il n'y ait pas à l'avenir de retards dans le processus d'édition et de publication des documents de la collection Sécurité nucléaire afin qu'ils soient disponibles en temps utile dans toutes les langues officielles des Nations Unies, et prend note des efforts déployés par le Secrétariat et le Comité des orientations sur la sécurité nucléaire (NSGC) pour rationaliser les orientations sur la sécurité nucléaire dans l'ensemble des éléments de la sécurité nucléaire ;

24. Note les progrès réalisés dans le processus d'élaboration des orientations de la collection Sécurité nucléaire (SSN) et prend note des publications récentes sur différents aspects de la sécurité nucléaire, tels que le renforcement de la culture de la sécurité nucléaire dans les organisations associées aux matières nucléaires et autres matières radioactives (SSN 38-T), l'élaboration d'un plan d'intervention en sécurité nucléaire pour les installations nucléaires (SSN 39-T), la protection physique (SSN 40-T), les exercices d'intervention concernant les matières non soumises à un contrôle réglementaire (MORC) (SSN 41-T), la sécurité informatique (SSN 42-G) et les matières radioactives en cours d'utilisation et d'entreposage (SSN 43-T) ;

25. Prie le Secrétariat, tout en reconnaissant la distinction entre sûreté nucléaire et sécurité nucléaire, de continuer de faciliter, en étroite coopération avec les États Membres, un processus de coordination destiné à traiter leurs interfaces dans un délai approprié, encourage l'Agence à élaborer des publications sur la sûreté et la sécurité, à en assurer la cohérence et à promouvoir la culture de sûreté et de sécurité en conséquence, et prend note des discussions en cours sur l'élaboration de publications concernant leurs interfaces ;

26. Demande à tous les États Membres d'être conscients de l'importance de la sûreté et de la sécurité nucléaires concernant les installations et les matières nucléaires pacifiques en toutes circonstances, et souligne l'importance des « sept piliers indispensables pour garantir la sûreté nucléaire et la sécurité nucléaire pendant un conflit armé, qui découlent des normes de sûreté et des orientations en matière de sécurité nucléaire de l'AIEA », énoncés par le Directeur général de l'AIEA le 2 mars 2022 ;

27. Demande à tous les États Membres de prendre en considération la sécurité de l'information, compte tenu de l'équilibre entre sécurité et transparence prévu dans la publication n°23-G de la collection Sécurité nucléaire de l'AIEA, afin de renforcer et d'améliorer encore les mécanismes pertinents traitant des informations relatives aux matières nucléaires, aux installations et activités associées et autres matières radioactives non soumises à un contrôle réglementaire ;
28. Se félicite du lancement de la plateforme de l'Agence sur les petits réacteurs modulaires (PRM) et leurs applications et encourage le Secrétariat à poursuivre ses travaux afin d'aider les États Membres intéressés, à leur demande, à appliquer dès le stade de la conception les Fondements de la sécurité nucléaire et les Recommandations pour les PRM ;
29. Encourage l'Agence à continuer, en coordination avec les États Membres, à remplir pleinement son rôle central et de coordination dans les activités relatives à la sécurité nucléaire entre les organisations et initiatives internationales, en tenant compte de leurs mandats et de leurs compositions respectifs, et à œuvrer conjointement, selon qu'il conviendra, avec les organisations et institutions internationales et régionales compétentes, salue les réunions d'échange d'informations de l'AIEA organisées régulièrement et demande au Secrétariat de tenir les États Membres informés à cet égard ;
30. Encourage le Secrétariat à promouvoir les échanges internationaux de données d'expérience, de connaissances et de bonnes pratiques sur les possibilités de mettre en place, de renforcer et de maintenir une culture de sécurité nucléaire solide, compatible avec les régimes de sécurité nucléaire des États, et encourage le Secrétariat à organiser un atelier international sur la pérennisation d'une culture de sécurité nucléaire ;
31. Encourage le Secrétariat à accroître, en consultation avec les États Membres, son aide aux États qui en font la demande pour établir, favoriser et maintenir une solide culture de sécurité nucléaire, notamment en publiant des orientations, en offrant des activités de formation et en fournissant les supports et outils d'autoévaluation et de formation correspondants ;
32. Encourage le Secrétariat à poursuivre, en coopération avec les États Membres, ses programmes de formation et d'instruction des formateurs en tenant compte de la collection Sécurité nucléaire de l'AIEA, et à adapter les cours selon qu'il conviendra, dans le cadre de son mandat, pour répondre à l'évolution des besoins des États Membres ;
33. Encourage l'Agence à continuer d'organiser des formations en ligne et certains événements techniques en mode hybride ou virtuel lorsqu'il convient ou lorsque des réunions en présentiel ne sont pas possibles – en tenant compte des préférences des États Membres et de leur demande d'égalité d'accès à ces événements, afin de garantir la résilience de la mise en œuvre du programme de sécurité nucléaire de l'Agence ;
34. Encourage les initiatives actuellement menées par les États Membres, en coopération avec le Secrétariat, pour renforcer encore la culture de sécurité nucléaire, grâce au développement des compétences et des connaissances du personnel, au dialogue et à la coopération avec l'industrie nucléaire ainsi qu'aux réseaux internationaux et régionaux, selon qu'il conviendra, et notamment par l'intermédiaire des centres d'excellence, du Réseau international de centres de formation et de soutien à la sécurité nucléaire (Réseau NSSC) et du Réseau international de formation théorique à la sécurité nucléaire (INSEN), et demande au Secrétariat de continuer à faire rapport au Conseil des gouverneurs sur ses activités à cet égard ;
35. Salue les progrès accomplis dans l'initiative du Secrétariat et des États Membres de mettre en place le Centre de formation et de démonstration en matière de sécurité nucléaire (NSTDC) à Seibersdorf pour compléter les activités des centres de soutien à la sécurité nucléaire des États Membres, lorsqu'il y a lieu et en évitant les doubles emplois et les chevauchements, encourage le Secrétariat, en

consultations étroites avec les États Membres et avec l'aide des amis du NSTDC, à envisager tous les aspects de la viabilité à long terme du Centre, notamment la planification des ressources financières, et demande au Secrétariat d'appliquer à nouveau toutes les dépenses d'appui au programme (DAP) découlant des contributions extrabudgétaires liées au Centre pour contribuer à ces efforts tout en tenant les États Membres informés des progrès accomplis ;

36. Reconnaît et appuie les travaux menés régulièrement par l'Agence pour aider les États qui en font la demande à établir des régimes nationaux de sécurité nucléaire efficaces et durables et à s'acquitter de leurs obligations en vertu des résolutions 1540 et 2325 du Conseil de sécurité de l'ONU, sous réserve que les demandes s'inscrivent dans le cadre des responsabilités statutaires de l'Agence ;

37. Reconnaît et appuie les travaux menés régulièrement par l'Agence pour aider les États qui en font la demande à assurer la sécurité de leurs matières nucléaires et autres matières radioactives, notamment l'aide à l'application des Fondements de la sécurité nucléaire et des Recommandations de l'Agence lorsque les matières radioactives sont fournies par celle-ci, et prend note de la Conférence internationale de 2021 sur le transport sûr et sécurisé des matières nucléaires et radioactives et de la Conférence internationale de 2022 sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives ;

38. Encourage les États à recourir davantage à l'assistance dans le domaine de la sécurité nucléaire, y compris, selon le cas, par l'élaboration de plans intégrés d'appui en matière de sécurité nucléaire (INSSP), et encourage également les États en mesure d'offrir une telle assistance à la mettre à disposition ;

39. Encourage le Secrétariat à aider les États Membres qui en font la demande à élaborer des stratégies de mise en œuvre de leurs INSSP en étroite consultation avec l'État Membre concerné ;

40. Prie le Secrétariat d'élaborer plus avant, en consultation étroite avec les États Membres, un mécanisme volontaire permettant de mettre en correspondance les demandes d'assistance d'États Membres avec les offres d'assistance d'autres États Membres, en faisant ressortir, en coopération avec l'État bénéficiaire, les besoins d'assistance les plus urgents et en tenant dûment compte de la confidentialité des informations concernant la sécurité nucléaire, et demande au Secrétariat de tenir les États Membres informés des progrès réalisés à cet égard ;

41. Demande à l'Agence de soutenir la poursuite du dialogue sur la sécurité des sources radioactives et des sources radioactives retirées du service, y compris pendant leur transport, et de promouvoir la recherche-développement dans ce domaine ;

42. Demande à l'Agence d'informer les États Membres, dans le cadre de son mandat, des options en matière de technologie nucléaire et de technologie des rayonnements qui sont techniquement possibles, économiquement viables et durables, tout en respectant les choix des États Membres en matière de technologies nucléaires ;

43. Encourage tous les États Membres à prendre l'engagement politique d'appliquer le Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives juridiquement non contraignant, ainsi que les Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives et les Orientations sur la gestion des sources radioactives retirées du service qui le complètent, et à mettre en œuvre ces instruments, selon qu'il convient, pour maintenir la sûreté et la sécurité effectives des sources radioactives tout au long de leur cycle de vie, et prie le Secrétariat de continuer à appuyer les États Membres qui le demandent à cet égard ;

44. Demande à tous les États Membres de s'assurer que soient en place des dispositions adéquates pour l'entreposage sûr et sécurisé et des filières d'entreposage des sources radioactives scellées retirées du service afin que les sources de ce type présentes sur leur territoire restent soumises à un contrôle réglementaire, et encourage tous les États Membres à élaborer des arrangements, si possible, pour

permettre la réexpédition des sources retirées du service dans l'État fournisseur ou envisager d'autres options, dont la réutilisation ou le recyclage des sources, chaque fois que possible ;

45. Demande à tous les États d'améliorer et de maintenir, sur la base d'une évaluation des menaces pour la sécurité nationale, leurs capacités nationales pour prévenir, détecter et décourager le trafic illicite et d'autres activités et événements non autorisés mettant en jeu des matières nucléaires ou d'autres matières radioactives sur l'ensemble de leur territoire, et intervenir dans un tel cas, et de s'acquitter de leurs obligations internationales en la matière, et demande aux États qui sont à même de le faire de renforcer les partenariats internationaux et la création de capacités à cet égard ;

46. Encourage les États Membres à conduire des exercices nationaux et régionaux, selon qu'il convient, en vue de renforcer leurs capacités de préparation et d'intervention en cas d'événement de sécurité nucléaire mettant en jeu des matières nucléaires ou d'autres matières radioactives ;

47. Note l'utilité de la Base de données sur les incidents et les cas de trafic (ITDB), comme mécanisme volontaire pour l'échange international d'informations sur les incidents et le trafic illicite de matières nucléaires et d'autres matières radioactives, encourage l'Agence à faciliter encore, y compris par l'intermédiaire de points de contact désignés, l'échange d'informations en temps utile notamment grâce à un accès électronique sécurisé aux informations contenues dans l'ITDB, et encourage en outre tous les États à se joindre et à participer activement au programme ITDB et à l'utiliser pour soutenir les initiatives prises au niveau national pour empêcher que des matières nucléaires ou autres matières radioactives n'échappent au contrôle réglementaire, détecter ces matières et intervenir en pareil cas ;

48. Demande aux États de poursuivre leurs efforts sur leur territoire en vue de la récupération et de la sécurisation des matières nucléaires et autres matières radioactives ayant échappé au contrôle réglementaire ;

49. Demande à tous les États Membres de continuer à prendre des mesures appropriées, compatibles avec la législation et la réglementation nationales, pour prévenir et détecter les menaces internes dans les installations nucléaires, et protéger contre celles-ci, et demande au Secrétariat de conseiller les États Membres qui en font la demande sur d'autres mesures de prévention et de protection contre les menaces internes pour renforcer la sécurité nucléaire, notamment grâce à l'utilisation de la comptabilité et du contrôle des matières nucléaires à des fins de sécurité nucléaire dans les installations (n° 25-G de la collection Sécurité nucléaire de l'AIEA) ;

50. Demande à tous les États Membres de continuer à prendre des mesures appropriées, compatibles avec la législation et la réglementation nationales, pour prévenir et détecter les menaces internes dans les installations utilisant des sources radioactives et pendant le transport, et protéger contre celles-ci ;

51. Prend note des efforts faits par l'Agence pour sensibiliser à la menace de cyberattaques et à leur impact potentiel sur la sécurité nucléaire, encourage les États à prendre des mesures de sécurité efficaces contre de telles attaques, encourage l'Agence à poursuivre ses efforts pour renforcer la sécurité informatique, améliorer la coopération internationale, réunir des experts et des décideurs pour promouvoir l'échange d'informations et de données d'expérience, élaborer des orientations appropriées et aider les États Membres qui la sollicitent à cet égard, en dispensant des cours et en accueillant d'autres réunions d'experts sur la sécurité informatique des installations nucléaires, et prend note de la prochaine Conférence internationale de 2023 sur la sécurité informatique dans le domaine nucléaire, de l'Agence, sur le thème « la sécurité au service de la sûreté » ;

52. Se félicite des travaux menés par l'Agence pour promouvoir et appuyer le secteur de la criminalistique nucléaire, y compris par l'élaboration d'orientations, prie en outre le Secrétariat d'aider les États Membres intéressés qui en font la demande en dispensant une formation théorique et pratique, et encourage les États Membres à mettre des experts à disposition, à partager leurs données d'expérience,

leurs connaissances et leurs bonnes pratiques en criminalistique nucléaire compte dûment tenu du principe de protection des informations sensibles, et, s'ils ne l'ont pas encore fait, à envisager d'établir, lorsque cela est possible, des bases de données nationales sur les matières nucléaires ou des bibliothèques de criminalistique nucléaire ;

53. Encourage l'Agence à continuer de fournir, sur demande, une assistance technique aux États Membres qui accueillent de grandes manifestations publiques, et à partager, sur une base volontaire, les bonnes pratiques et les enseignements tirés de telles manifestations, le cas échéant ;

54. Prie le Secrétariat de poursuivre la mise en œuvre de projets de recherche coordonnée (PRC) et de communiquer sur ceux-ci dans le domaine de la sécurité nucléaire, et de fournir d'autres informations à cet égard ;

55. Encourage les États Membres concernés à continuer de réduire le plus possible, sur une base volontaire, la quantité d'uranium hautement enrichi (UHE) dans les stocks civils et à utiliser de l'uranium faiblement enrichi (UFE) lorsque cela est techniquement et économiquement possible, et demande à l'Agence de continuer à conseiller et à aider les États Membres à cet égard ;

56. Encourage les États Membres à utiliser, sur une base volontaire, les services consultatifs de l'Agence sur la sécurité nucléaire, et à mettre à la disposition de l'Agence des experts pouvant fournir ces services, pour échanger des vues et des conseils sur les mesures de sécurité nucléaire, se félicite du crédit croissant des missions IPPAS (Service consultatif international sur la protection physique), INSServ (Service consultatif international sur la sécurité nucléaire) et INSSP auprès des États Membres, et note avec appréciation l'organisation, par l'Agence, de réunions, pour permettre aux États Membres intéressés d'échanger des expériences et des enseignements tirés, compte dûment tenu du principe de confidentialité, et de faire des recommandations en vue d'améliorer ces missions ;

57. Prie le Secrétariat de continuer à renforcer sa planification interne et sa gestion axée sur les résultats dans le cadre de son mandat, d'améliorer, le cas échéant, les mesures de l'efficacité de son programme de sécurité nucléaire, et de tenir les États Membres informés de la mise en œuvre dans ce domaine afin de maintenir une surveillance globale par les États Membres, notamment par le biais du programme et budget ;

58. Prie le Secrétariat de continuer de tenir dûment compte du principe de professionnalisme et de promouvoir la diversité au sein du personnel, notamment l'égalité des sexes et la diversité géographique, dans le cadre de ses activités liées à la sécurité nucléaire, et encourage les États Membres à se doter d'un personnel inclusif dans leurs régimes nationaux de sécurité nucléaire, y compris en assurant un accès équitable à la formation théorique et pratique ;

59. Prend note avec satisfaction du programme de bourses Marie Skłodowska-Curie de l'AIEA (MSCFP) et de l'Initiative pour les femmes dans la sécurité nucléaire (WINSI), et encourage les États Membres qui sont en mesure de le faire à y contribuer ;

60. Encourage le Secrétariat à continuer d'élaborer et de promouvoir, en coopération avec les États Membres, des méthodes d'autoévaluation et des approches basées sur les publications de la collection Sécurité nucléaire et pouvant être utilisées par les États Membres, sur une base volontaire, pour assurer une infrastructure nationale de sécurité nucléaire efficace et durable ;

61. Encourage le Secrétariat à développer davantage l'assistance aux États qui le demandent dans les domaines pertinents importants pour eux, notamment la prévention, la détection et l'intervention ;

62. Encourage les États Membres à utiliser, sur une base volontaire, le Système de gestion des informations sur la sécurité nucléaire (NUSIMS) de l'AIEA ;

63. Appuie les mesures prises par le Secrétariat pour assurer la confidentialité des informations relatives à la sécurité nucléaire, et prie ce dernier de poursuivre ses efforts pour appliquer des mesures de confidentialité appropriées conformément au régime de confidentialité de l'Agence et de faire rapport selon que de besoin au Conseil des gouverneurs sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures de confidentialité ;

64. Prie le Directeur général de lui présenter à sa soixante-septième session ordinaire (2023) un rapport annuel sur la sécurité nucléaire qui présente les activités entreprises par l'Agence dans ce domaine, sur les utilisateurs extérieurs de l'ITDB et sur les activités passées et prévues des réseaux d'enseignement, de formation et de collaboration, tout en mettant en lumière les résultats importants obtenus l'année précédente dans le cadre du Plan sur la sécurité nucléaire et en indiquant les objectifs et les priorités du programme pour l'année suivante ;

65. Encourage le Secrétariat à envisager d'élaborer, en consultation étroite avec les États Membres, de nouvelles orientations sur la sécurité nucléaire concernant les risques pour la sécurité et les incidences sur la sécurité des attaques armées contre des installations nucléaires destinées à des fins pacifiques, et encourage en outre l'Agence à envisager d'intégrer ces aspects dans les futurs plans sur la sécurité nucléaire ; et

66. Prie le Secrétariat de mettre en œuvre les mesures prescrites dans la présente résolution, par ordre de priorité et dans la limite des ressources disponibles.